



RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions -
TPSGC

11 Laurier St. / 11, rue Laurier

Place du Portage, Phase III

Core 0B2 / Noyau 0B2

Gatineau

Québec

K1A 0S5

Revision to a Request for Supply Arrangement - Révision à une demande pour un arrangement en matière d'approvisionnement

The referenced document is hereby revised; unless
otherwise indicated, all other terms and conditions of
the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf
indication contraire, les modalités de l'invitation
demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Electronic Information Technology Professional Srv
Div/Div des srv professionnels en technologie de
l'information électronique
10 Wellington St/10 rue Wellington
Terrasses de la Chaudière
Gatineau
Québec
K1A 0S5

Title - Sujet SPICT / TBIPS		
Solicitation No. - N° de l'invitation EN578-170432/B		Date 2022-06-21
Client Reference No. - N° de référence du client 20170432		Amendment No. - N° modif. 018
File No. - N° de dossier 004ei.EN578-170432	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME	
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$SEI-004-31094		
Date of Original Request for Supply Arrangement Date de demande pour un arrangement en matière d'app. originale		2017-02-21
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM Eastern Standard Time EST on - le 2100-01-29 Heure Normale du l'Est HNE		
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: IMOS TEAM		Buyer Id - Id de l'acheteur 004ei
Telephone No. - N° de téléphone (819) 962-1052 ()		FAX No. - N° de FAX () -
Delivery Required - Livraison exigée		
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction:		
Security - Sécurité This revision does not change the security requirements of the solicitation. Cette révision ne change pas les besoins en matière de sécurité de l'invitation.		

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Acknowledgement copy required Accusé de réception requis	Yes - Oui <input type="checkbox"/>	No - Non <input type="checkbox"/>
The Offeror hereby acknowledges this revision to its Offer. Le proposant constate, par la présente, cette révision à son offre.		
Signature	Date	
Name and title of person authorized to sign on behalf of offeror. (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du proposant. (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)		
For the Minister - Pour le Ministre		

MODIFICATION 018

Cette modification est émise pour introduire des nouvelles clauses dans le document d'invitation a soumissionner pour la demande d'arrangement en matière d'approvisionnement (AMA) de services professionnels en informatique centres sur les tâches (SPICT).

1. INSÉRER a la Partie 4 – Procédures d'évaluation et méthode de sélection

4. Expérience du prédécesseur de l'entreprise

Définition de « prédécesseur de l'entreprise » : Un fournisseur existant qualifié au titre de cette méthode d'approvisionnement de services professionnels et qui a fait l'objet d'une restructuration organisationnelle ayant entraîné le dessaisissement d'une partie de l'entreprise pour créer une nouvelle entité distincte qui n'a aucun lien de dépendance (c.-à-d. il ne s'agit pas d'une société affiliée ou d'une filiale) avec le fournisseur existant ou qu'il a autrement transféré les « actifs requis de l'entreprise » à une entité existante sans lien de dépendance (dans les deux cas, la « nouvelle entité »)

1. Si un fournisseur existant (désigné ci-après comme un « prédécesseur de l'entreprise » aux fins de la présente clause) titulaire d'un arrangement en matière d'approvisionnement (AMA) existant et actif dans le cadre de la méthode d'approvisionnement pour laquelle la nouvelle entité postule, par la suite, fait l'objet d'un dessaisissement faisant en sorte qu'une partie du prédécesseur de l'entreprise devient une nouvelle entité, tel que définie ci-dessus, le Canada peut, malgré les instructions uniformisées 2008-5.8 et les conditions générales 2020-3. e, tenir compte de tous les éléments suivants :
 - a. L'exigence relative au nombre minimum d'années d'activité que la nouvelle entité doit respecter;
 - b. Le transfert des catégories ou des volets identifiés, du prédécesseur de l'entreprise à la nouvelle entité; et
 - c. La permission de transférer les informations de justification des catégories existantes du prédécesseur de l'entreprise (déjà au dossier) à la soumission de la nouvelle entité afin qu'elles soient utilisées dans le cadre du processus d'évaluation.
2. Dans le cadre du processus d'évaluation de la nouvelle entité, la nouvelle entité devra, à la demande du Canada, fournir tous les éléments suivants:
 - a. Confirmation que le changement organisationnel n'a pas d'incidence sur sa capacité d'exercer les activités exercées par le prédécesseur de l'entreprise; et
 - b. Confirmation qu'elle détient et a la capacité de maintenir les mêmes actifs, engagements, capacités opérationnelles, compétences et ressources pertinentes que le prédécesseur de l'entreprise requis par l'AMA particulier (les « Actif de l'entreprise requis »); et

c. Confirmation du prédécesseur de l'entreprise que:

- i. la nouvelle entité est le résultat du démantèlement d'une partie de son entreprise; et
 - ii. son AMA ne comprendra plus les catégories et les volets transférés à la nouvelle entité; et
 - iii. le prédécesseur de l'entreprise reconnaît qu'il sera tenu de soumettre une nouvelle soumission pour évaluation, au moyen du [Système de services professionnels centralisés \(SSPC\)](#), s'il souhaite toujours fournir les volets/catégories qui ont été transférés à la nouvelle entité. Dans ce scénario, il est fortement recommandé de communiquer avec la méthode d'approvisionnement pour obtenir des conseils supplémentaires.
3. Le Canada peut effectuer une évaluation de la viabilité financière de la nouvelle entité avec l'aide de la Direction de la justification des prix, si des preuves supplémentaires sont nécessaires.
 4. La nouvelle entité devra satisfaire à tous les autres critères obligatoires énoncés dans le document de la demande d'arrangement en matière d'approvisionnement pour obtenir un AMA.

5. Changements organisationnels des fournisseurs

Nouveaux fournisseurs : Si un fournisseur existant crée une nouvelle entité suite à un changement organisationnel qui s'est produit moins de trois ans avant la date de clôture du trimestre précis actuellement ouvert (comme il est indiqué au point 5 de la partie 2 – Instructions à l'intention des fournisseurs de la demande d'arrangements en matière d'approvisionnement ainsi qu'au point 4.3 de l'arrangement en matière d'approvisionnement), le Canada pourrait, malgré le point 5.8 des Instructions uniformisées 2008 et le point 3.e des Conditions générales 2020, prendre en considération ce qui suit :

1. l'exigence minimale de trois ans à satisfaire pour la nouvelle entité;
2. le transfert d'un arrangement en matière d'approvisionnement;
3. l'autorisation de reporter les renseignements existants déjà au dossier, le cas échéant.

Fournisseurs existants : Si un fournisseur existant fait l'objet d'un changement organisationnel, le Canada pourrait, malgré le point 5.8 des Instructions uniformisées 2008 et le point 3.e des Conditions générales 2020, prendre en considération ce qui suit :

1. le transfert d'un arrangement en matière d'approvisionnement;

2. l'autorisation de reporter les renseignements existants déjà au dossier, le cas échéant.

Le nouveau fournisseur ou le fournisseur existant doit attester ce qui suit :

- a) le changement organisationnel a été apporté uniquement à des fins fiscales ou à d'autres fins qui ne sont pas liées aux activités des autres entités juridiques;
- b) le changement organisationnel n'a pas d'incidence sur la capacité du nouveau fournisseur ou du fournisseur existant de mener à bien les activités qui étaient réalisées par l'entité juridique ou les entités juridiques précédentes;
- c) le nouveau fournisseur ou le fournisseur existant a mené à bien les activités au nom de l'ensemble des autres entités juridiques concernées, de façon ininterrompue depuis la date de la mise en œuvre du changement organisationnel;
- d) le nouveau fournisseur ou le fournisseur existant conserve les mêmes actifs, engagements, capacité opérationnelle, compétences et ressources que ceux de l'autre entité juridique ou des autres entités juridiques avant le changement organisationnel;
- e) l'autre entité juridique ou les autres entités juridiques ont mené à bien leurs activités, de façon ininterrompue et selon le cours normal de leurs affaires, pendant au moins trois ans;
- f) le nouveau fournisseur ou le fournisseur existant n'a pas fait l'objet d'une réorganisation ou d'une restructuration en raison d'une faillite;
- g) le nouveau fournisseur ou le fournisseur existant se conforme aux attestations des dispositions relatives à l'intégrité;
- h) le nouveau fournisseur ou le fournisseur existant dispose d'une autorisation de sécurité au même niveau que l'autre entité juridique ou que les autres entités juridiques.

Pour que les renseignements d'un arrangement en matière d'approvisionnement soient transférés au nouveau fournisseur ou au fournisseur existant, le nouveau fournisseur ou le fournisseur existant doit présenter une soumission électronique par l'entremise du portail électronique du Système des services professionnels centralisés (SSPC) (<https://sspc-fournisseur-cpss-supplier.tpsgc-pwgsc.gc.ca/Indiquerouverture-session-ShowLogin-Fra>).

Le délai pour traiter le transfert des renseignements d'un arrangement en matière d'approvisionnement au nouveau fournisseur ou au fournisseur existant dans le portail électronique du SSPC pourrait prendre jusqu'à six mois, étant donné que la soumission sera évaluée au même moment que les soumissions présentées pendant ce trimestre.

N. de l'arrangement en matière d'approvisionnement - Supply Arrangement. No.
EN578170432/B

Amd. No. – N. de la modif.
018

TD de l'acheteur 004EI - Buyer ID

N. de ref. du client - Client ref. No.
EN578-170432

N. du dossier - File No.
004eiEN578-170432

2. SUPPRIMER en entier l'Attestation de droits acquis à la Composant I – Demande de soumissions/arrangement en matière d'approvisionnement Partie 5 – Attestations/Attestations préalable à l'émission d'un arrangement en matière d'approvisionnement / 1. Attestation de droits acquis (Fournisseurs existants seulement)

1. Attestation de droits acquis (fournisseurs existants seulement)

Les titulaires actuels d'un AMA qui souhaitent se fier aux renseignements déjà au dossier auprès du responsable de l'AMA pour prouver la conformité de leur soumission à un critère obligatoire de l'invitation à soumissionner devraient saisir leur attestation de droits acquis dans leur soumission présentée par l'intermédiaire de la CCD, avant la date de clôture, et doivent soumettre l'attestation dûment remplie par courriel, à la demande du Canada.

Le soumissionnaire atteste que pour chacune des exigences obligatoires suivantes:

- (i) il satisfait aux exigences obligatoires à la date de la présentation de sa soumission;
- (ii) il existe des renseignements au dossier auprès du responsable de l'AMA démontrant que le soumissionnaire détient un AMA valide visant des SPICT;
- (iii) tous ces renseignements sont véridiques, précis et à jour, et peuvent être utilisés aux fins de la présente demande de soumissions;
- (iv) depuis la date à laquelle il a satisfait aux exigences obligatoires ou aux attestations (comme en témoigne la date d'attribution de l'AMA), le soumissionnaire a toujours satisfait, en date du dépôt des soumissions, à toutes les exigences d'admissibilité liées à l'AMA nécessaires pour demeurer un offrant de services en règle, et aucun arrangement ni aucune offre n'a été annulé par TPSGC ou retiré par le soumissionnaire.

O.1 – Attestation financière (initiales)

O.2 – nombre minimum d'années d'existence de l'entreprise (initiales)

O.3 – Exigences en matière d'assurance (initiales)

O.4 – Valeur cumulative totale facturée (initiales)

O.5 – Détermination des catégories énumérées par le soumissionnaire, « actuellement justifiées » dans la CCD (initiales)

Signature: _____ Date: _____

Nom (en caractères d'imprimerie): _____

Dénomination sociale du soumissionnaire : _____

INSÉRER l'Attestation de droits acquis suivante à la Composant I – Demande de soumissions/arrangement en matière d'approvisionnement Partie 5 – Attestations/Attestations préalable à l'émission d'un arrangement en matière d'approvisionnement / 1. Attestation de droits acquis

1. Attestation de droits acquis

Les titulaires actuels d'un AMA qui souhaitent se fier aux renseignements déjà au dossier auprès du responsable de l'AMA pour prouver la conformité de leur soumission à un critère obligatoire de l'invitation à soumissionner devraient saisir leur attestation de droits acquis dans leur soumission présentée par l'intermédiaire de la CCD, avant la date de clôture, et doivent soumettre l'attestation dûment remplie par courriel, à la demande du Canada.

Le soumissionnaire atteste que pour chacune des exigences obligatoires suivantes:

- (v) il satisfait aux exigences obligatoires à la date de la présentation de sa soumission;
- (vi) il existe des renseignements au dossier auprès du responsable de l'AMA démontrant que le soumissionnaire détient un AMA valide visant des SPICT;
- (vii) tous ces renseignements sont véridiques, précis et à jour, et peuvent être utilisés aux fins de la présente demande de soumissions;
- (viii) depuis la date à laquelle il a satisfait aux exigences obligatoires ou aux attestations (comme en témoigne la date d'attribution de l'AMA), le soumissionnaire a toujours satisfait, en date du dépôt des soumissions, à toutes les exigences d'admissibilité liées à l'AMA nécessaires pour demeurer un offrant de services en règle, et aucun arrangement ni aucune offre n'a été annulé par TPSGC ou retiré par le soumissionnaire.

O.1 – Attestation financière (initiales)

O.2 – nombre minimum d'années d'existence de l'entreprise (initiales)

O.3 – Exigences en matière d'assurance (initiales)

O.4 – Valeur cumulative totale facturée (initiales)

O.5 – Détermination des catégories énumérées par le soumissionnaire, « actuellement justifiées » dans la CCD (initiales)

Signature: _____ Date: _____

Nom (en caractères d'imprimerie): _____

Dénomination sociale du soumissionnaire : _____

N. de l'arrangement en matière d'approvisionnement - Supply Arrangement. No.
EN578170432/B

Amd. No. – N. de la modif.
018

TD de l'acheteur 004EI - Buyer ID

N. de ref. du client - Client ref. No.
EN578-170432

N. du dossier - File No.
004eiEN578-170432

.....

Attestation de droits acquis (si applicable) : Soumissionnaire (nouvelle entité) utilisant l'expérience du prédécesseur de l'entreprise tel que décrit à la Partie 4 – Procédures d'évaluation et méthode de sélection, 4 - Expérience du prédécesseur de l'entreprise

Dans le cadres du processus d'évaluation de la nouvelle entité, la nouvelle entité fournira, à la demande du Canada, tous les renseignements suivants :

- a. Confirmation que le changement organisationnel n'a pas d'incidence sur sa capacité d'exercer les activités exercées par le prédécesseur de l'entreprise; _____ **(initiales de la nouvelle entité)**
- b. Confirmation qu'elle détient et a la capacité de maintenir les mêmes actifs, engagements, capacités opérationnelles, compétences et ressources pertinentes que le prédécesseur de l'entreprise requis par l'AMA particulier; _____ **(initiales de la nouvelle entité)**
- c. Demande que le prédécesseur de l'entreprise confirme le suivant :
 - i. la nouvelle entité est le résultat du démantèlement d'une partie de son entreprise; _____ **(initiales du prédécesseur de l'entreprise)**
 - ii. son AMA ne comprendra plus les catégories et les volets transférés à la nouvelle entité; _____ **(initiales du prédécesseur de l'entreprise)**
 - iii. le prédécesseur de l'entreprise reconnaît qu'il sera tenu de soumettre une nouvelle soumission pour évaluation, au moyen du [Système de services professionnels centralisés \(SSPC\)](#), s'il souhaite toujours fournir les volets/catégories qui ont été transférés à la nouvelle entité. _____ **(initiales du prédécesseur de l'entreprise)**

Dénomination sociale du soumissionnaire

NEA utilisé pour cette sollicitation

Nom (en caractères d'imprimerie

Signature du représentant autorisé

Date
(AA-MM-JJ)

Bloc de signature du Prédécesseur de l'entreprise

Dénomination sociale du soumissionnaire

NEA utilisé pour cette sollicitation

N. de l'arrangement en matière d'approvisionnement - Supply Arrangement. No.
EN578170432/B

Amd. No. – N. de la modif.
018

TD de l'acheteur 004EI - Buyer ID

N. de ref. du client - Client ref. No.
EN578-170432

N. du dossier - File No.
004eiEN578-170432

Nom (en caractères d'imprimerie

Signature du représentant autorisé

Date
(AA-MM-JJ)

.....

Attestation de droits acquis (si applicable): S'applique aux nouveaux soumissionnaires et aux fournisseurs existants de SPICT qui font l'objet d'un changement organisationnel tel que décrit à la Partie 4 – Procédures d'évaluation et méthode de sélection/ 5 - Changements organisationnels des fournisseurs

Nouveaux fournisseurs : Si un fournisseur existant crée une nouvelle entité suite à un changement organisationnel qui s'est produit moins de trois ans avant la date de clôture du trimestre précis actuellement ouvert (comme il est indiqué au point 5 de la partie 2 – Instructions à l'intention des fournisseurs de la demande d'arrangements en matière d'approvisionnement ainsi qu'au point 4.3 de l'arrangement en matière d'approvisionnement), le Canada pourrait, malgré le point 5.8 des Instructions uniformisées 2008 et le point 3.e des Conditions générales 2020, prendre en considération ce qui suit :

1. l'exigence minimale de trois ans à satisfaire pour la nouvelle entité;
2. le transfert d'un arrangement en matière d'approvisionnement;
3. l'autorisation de reporter les renseignements existants déjà au dossier, le cas échéant.

OU

Fournisseurs existants : Si un fournisseur existant fait l'objet d'un changement organisationnel, le Canada pourrait, malgré le point 5.8 des Instructions uniformisées 2008 et le point 3.e des Conditions générales 2020, prendre en considération ce qui suit :

1. le transfert d'un arrangement en matière d'approvisionnement;
2. l'autorisation de reporter les renseignements existants déjà au dossier, le cas échéant.

Le nouveau fournisseur ou le fournisseur existant doit attester ce qui suit :

- a) le changement organisationnel a été apporté uniquement à des fins fiscales ou à d'autres fins qui ne sont pas liées aux activités des autres entités juridiques; _____
(initiales)

N. de l'arrangement en matière d'approvisionnement - Supply Arrangement. No.
EN578170432/B

Amd. No. – N. de la modif.
018

TD de l'acheteur 004EI - Buyer ID

N. de ref. du client - Client ref. No.
EN578-170432

N. du dossier - File No.
004eiEN578-170432

-
- b) le changement organisationnel n'a pas d'incidence sur la capacité du nouveau fournisseur ou du fournisseur existant de mener à bien les activités qui étaient réalisées par l'entité juridique ou les entités juridiques précédentes; _____ (initiales)
 - c) le nouveau fournisseur ou le fournisseur existant a mené à bien les activités au nom de l'ensemble des autres entités juridiques concernées, de façon ininterrompue depuis la date de la mise en œuvre du changement organisationnel; _____ (initiales)
 - d) le nouveau fournisseur ou le fournisseur existant conserve les mêmes actifs, engagements, capacité opérationnelle, compétences et ressources que ceux de l'autre entité juridique ou des autres entités juridiques avant le changement organisationnel; _____ (initiales)
 - e) l'autre entité juridique ou les autres entités juridiques ont mené à bien leurs activités, de façon ininterrompue et selon le cours normal de leurs affaires, pendant au moins trois ans; _____ (initiales)
 - f) le nouveau fournisseur ou le fournisseur existant n'a pas fait l'objet d'une réorganisation ou d'une restructuration en raison d'une faillite; _____ (initiales)
 - g) le nouveau fournisseur ou le fournisseur existant se conforme aux attestations des dispositions relatives à l'intégrité; _____ (initiales) et
 - h) le nouveau fournisseur ou le fournisseur existant dispose d'une autorisation de sécurité au même niveau que l'autre entité juridique ou que les autres entités juridiques _____ (initiales).

Dénomination sociale du soumissionnaire

NEA utilisé pour cette sollicitation

Nom (en caractères d'imprimerie

Signature du représentant autorisé

Date
(AA-MM-JJ)

TOUTES LES AUTRES MODALITÉS DE LA DAMA DE SPICT DEMEURENT INCHANGÉES.